

DOCUMENT

Dates : 4 février 2007

Sources : Traduction d'un article de Ricard Poy du Journal Diari d'Andorra - Archives privées de Christian Guillard.

Titre :

L'Espagne accepte de boucler le conflit de Radio-Andorre et Moratinos signera l'accord

Descriptif : Détails de l'accord signé entre les gouvernements espagnols, andorrans et les héritiers de Jacques Trémoulet.



<http://www.aquiradioandorra.com>

Reproduction interdite sans autorisation.

DIARI D'ANDORRA . 4 février 2007

RADIODIFFUSION

Le 26 mars 1981 Radio Andorre fermait et commençait un conflit avec des dettes pendantes et la propriété des édifices en suspend. Cette fin de semaine s'est conclu un accord pour mettre fin au conflit et que Miguel Angel MORATINOS pourrait signer pendant sa visite.

L'Espagne accepte de boucler le conflit de Radio Andorre et MORATINOS signera l'accord

Madrid cédera à l'Andorre l'édifice de l'émetteur d'Encamp et la Principauté se chargera de toutes les indemnisations.

Ricard Poy

Andorre la vieille

Il aura fallu que 26 ans passent pour résoudre le conflit de Radio Andorre. Cela sera pratiquement fait le 15 février, quant Miguel Angel MORATINOS profitera de sa visite en Andorre pour signer l'accord qui mettra fin au problème de la radio mythique, mondialement célèbre pendant les décades 1950 et 1960. L'Espagne a fini par montrer une attitude généreuse et elle cédera l'édifice de l'émetteur d'Encamp à l'Andorre, car l'avenir de celui-ci était le dernier écueil pour conclure un accord, selon les différentes sources traitant ce sujet. En échange le gouvernement d'Albert PINTAT se chargera des indemnisations pendantes pour une trentaine d'employés de la station. Les anciens employés de Radio Andorre doivent encaisser 800.000 euro (une fois appliquée l'actualisation de la dette pour 26 ans d'ancienneté). A cette somme il faut pratiquement ajouter 400.000 euro correspondants à d'autres créanciers de la station. Au total, l'Etat devra faire front à 1,2 million d'euro.

L'Espagne cédera gratuitement les installations d'Encamp à la condition que l'Andorre n'en tire pas un bénéfice économique. Madrid aura la garantie par écrit que les terrains et l'édifice ne seront pas utilisés pour spéculer. L'espace devra être destiné à un service public. Jusqu'à maintenant deux possibilités sont envisagées. La première serait la création d'un musée dédié à la radiodiffusion, plus spécialement centré sur l'époque célèbre de Radio Andorre. En second il serait question de l'installation de la radio et télévision d'Andorre, qui actuellement, est en location dans l'immeuble dans la descente du Moulin d'Andorre la Vieille. Les négociations ont été très dures, mais, finalement, une fois décidé la cession de la propriété d'Encamp, l'accord a été conclu et la signature a été prévue dans l'agenda de MORATINOS prévu pour le 15 février en Andorre.

Conflit incrusté.

Le conflit naît le 26 mars 1981, quand la concession du Conseil Général des Vallées de Radio Andorre d'émettre depuis la Principauté, expire. Les propriétaires de la station (héritiers du fondateur Jacques TREMOULET) ont été déclarés en faillite et comme ils ne disposaient pas de propriétés en Andorre, parce qu'ils vivaient en France, ils n'ont pas pu faire face aux dettes. La propriété d'Encamp, où se trouve l'émetteur appartenait à l'Espagne depuis les années soixante qui avait cédé l'exploitation à J. TREMOULET. Les héritiers avaient des prétentions sur le complexe d'Encamp. Durant 26 ans des négociations ont été maintenues entre quatre parties. L'Espagne, L'Andorre, les héritiers TREMOULET et les créanciers. Durant toutes ces années on a connu des pourparlers en montagnes russes, avec de constantes montées et descentes, mais sans jamais arriver à un accord satisfaisant pour toutes les parties. Les anciens employés ont été particulièrement lésés par le nombre d'années passées sans pouvoir encaisser ce qui leur était dû. Depuis que l'Andorre dispose d'un ministère des affaires étrangères (1994) la solution au conflit de Radio Andorre a été pratiquement de toutes les réunions bilatérales, sans solution. Au cours de l'année passée, la négociation s'est accélérée et la raison de cette avancée importante est due à l'intervention de l'ambassadeur espagnol Eugeni BREGOLAT. Les conditions de l'actuel accord étaient presque l'unique sortie possible du conflit. En juin le Diari avait publié que l'accord était près d'être conclu, qu'on disposait des conditions et qu'il ne manquait plus que l'Espagne ratifie la cession de l'édifice.

Un édifice en très mauvais état qui nécessite une intervention urgente

Un des éléments qui rend urgent l'accord sur Radio Andorre, est l'état dans lequel se trouve la propriété et plus concrètement le bâtiment qui accueille l'émetteur. Pendant 26 ans les portes sont restées fermées, même si un contrôle ponctuel a été maintenu, bien que l'état espagnol soit le responsable en tant que propriétaire. L'édifice présente bien sûr les marques du temps et si rapidement des travaux ne sont pas entrepris, la détérioration pourrait être irréversible. L'accord permettra que, immédiatement, les interventions d'entretien et de réforme passent sous la responsabilité du Gouvernement d'Andorre, et par conséquent on espère que les travaux nécessaires seront rapidement entrepris en attendant que soit déterminé quel sera le destin final des installations.
